



«Autorité et obéissance» dans l'historiographie de la Grande Guerre

cahier de la pensée mili-Terre

le Chef de bataillon Bertrand PHILIP de LABORIE

publié le 16/07/2018

Histoire & stratégie

Dans le foisonnement historiographique de ces vingt dernières années sur la Grande Guerre, un très grand nombre d'ouvrages évoque la question de «l'obéissance et de l'autorité». L'auteur propose de suivre l'évolution de cette thématique afin de mieux appréhender l'histoire récente, mais complexe, d'un premier conflit mondial qui n'en finit décidément pas de s'écrire.

Dans leur ouvrage «Penser la Grande Guerre»[1], Antoine Prost et Jay Winter affirment que l'écriture de l'histoire – ou historiographie – du premier conflit mondial a connu tout au long du vingtième siècle une «évolution qui s'inscrit au croisement de multiples influences». Entre autres influences, il y a évidemment le cours de l'histoire elle-même qui, au gré des événements du XX^{ème} siècle, a suggéré des lectures nouvelles du conflit dans des perspectives de temps à chaque fois plus larges. La pratique de la mémoire du conflit, qui a tantôt poussé à l'héroïsation, tantôt à la victimisation du poilu de 14, a également pesé sur l'écriture de l'histoire de la Grande Guerre. Depuis les années 1980, une historiographie nouvelle autour de la Grande guerre s'est cette fois-ci développée à la faveur de ce que l'on nomme l'«histoire culturelle». Pouvant se définir comme une forme d'«histoire sociale des représentations»[2], l'histoire culturelle privilégie l'analyse du passé à travers celle des hommes, des sociétés, de leur état d'esprit ou de leurs conceptions mentales. Dans ce cadre, l'histoire culturelle de la Grande Guerre entend aborder l'histoire du premier conflit mondial en s'intéressant d'abord aux hommes dans la guerre. En ce sens, elle se veut une véritable «histoire par le bas»[3]. L'intérêt est alors d'appréhender les événements par un angle inédit et de rendre possible du même coup des approches transverses à tous les hommes de l'époque et non plus seulement aux seuls combattants.

C'est bien dans ce contexte que se sont multipliés ces vingt dernières années un nombre important d'ouvrages et d'articles qui ont permis de relancer une histoire de la Grande

Guerre considérée par certains comme un véritable «champ de ruines»[4]. Si les thématiques abordées dans cette historiographie sont nombreuses, celle de «l'autorité et de l'obéissance durant la Grande Guerre» se retrouve de près ou de loin évoquée dans la majeure partie des travaux publiés durant cette période. A ce titre, suivre l'évolution de cette thématique dans la recherche universitaire française peut permettre de mieux appréhender cette récente historiographie dans son ensemble, d'en comprendre les variations et les enjeux, lesquels donnent lieu encore aujourd'hui à de nombreuses controverses.

Les questions d'autorité et d'obéissance ont en effet constitué un champ novateur de recherches qui recouvre en filigrane des questionnements fondamentaux autour de la guerre. Ces questions d'autorité et d'obéissance sont peu à peu apparues vers la fin des années 1980 à l'aune de ce que les historiens de la Grande Guerre ont appelé «l'histoire culturelle de la guerre». Cette histoire culturelle, nous dit l'historien Jean-Louis Robert, «fonctionne (...) au niveau du sens anthropologique du mot culture (...), et elle étudie les pratiques au quotidien des femmes et des hommes pendant le conflit, avec au cœur les questions de la mort et de la violence. (...) Elles étudient également les productions culturelles et intellectuelles (...) et les systèmes des représentations qui s'y construisent». Cette approche nouvelle de la guerre vise donc à «retrouver l'homme en guerre et l'homme dans la guerre»[5]. Elle n'est d'ailleurs pas propre aux historiens si l'on s'en tient à l'engouement suscité par la mise en ligne de plus d'un million de fiches individuelles de soldats morts en 14-18. L'attrait pour une histoire davantage familiale qui s'inscrit dans l'histoire plus globale de la guerre rend compte des attentes d'un public pour une «histoire des gens ordinaires»[6]. Le pacifisme, qui marque une société française de plus en plus éloignée du fait militaire par la fin du service national, explique aussi probablement cette évolution. Le recul de la guerre en Europe, l'idéal de paix promu au lendemain de 1945, les valeurs hédonistes et consuméristes des sociétés modernes ont en effet produit des sentiments d'incompréhension de la société civile quant aux motivations et à la capacité des poilus à se battre et à tenir dans les conditions d'un affrontement parmi les plus meurtriers de l'histoire. Comment les soldats ont-ils tenu? Comment les peuples ont-ils pu supporter une telle violence pendant autant de temps? Autant de questions essentielles qui président à cet intérêt renouvelé du public pour la Grande Guerre comme à celui, plus particulier, des historiens pour ces questions d'autorité et d'obéissance.

S'interroger sur ces notions – sur leur représentation et leurs pratiques durant la Grande Guerre – revient donc à se demander comment au fond les soldats, mais aussi les sociétés en guerre ont tenu durant les quatre années terribles du conflit. Au-delà de cette première question, il y a par conséquent celle de l'implication des hommes dans le considérable effort de guerre que 14-18 a constitué et, au-delà encore, celle de la responsabilité des combattants eux-mêmes dans la poursuite du conflit. Là se trouve assurément tout l'intérêt des thématiques évoquées. Car, en effet, considérer la guerre comme le seul déchaînement d'une violence anonyme et impersonnelle ne permet pas de rendre compte de l'implication des soldats dans cette violence. Au contraire, le développement et la pérennité de la violence durant tout le conflit rendent compte de son acceptation par les combattants et la société elle-même. Dès lors, les motifs de cette acceptation deviennent centraux. Et le fait que cette acceptation soit commune à toute la société confère à la question une dimension culturelle.

Pour tenter d'apporter une réponse à ces questions fondamentales autour de 14-18, les notions d'autorité et d'obéissance sont ici convoquées dans la mesure où elles offrent un spectre très large de thématiques et qu'elles font appel à une variété de sources parfois inédites et peu exploitées. En effet, la notion d'autorité ne renvoie pas seulement à la seule relation hiérarchique militaire. Elle recouvre également la notion d'«institution» (autorités civiles, militaires), celle de «compétence» et celle encore de «charisme», voire même d'image du chef, qu'il soit père de famille, instituteur, curé de paroisse, chef d'entreprise ou chef militaire dans la France du début XX^{ème} siècle. Outre la simple application des ordres, l'obéissance évoque quant à elle le respect des lois et des institutions, le conformisme aux pratiques et aux coutumes et, au-delà, les représentations mentales qui sont faites de ces notions dans la société. Le cadre scientifique de ces questions d'autorité et d'obéissance est par conséquent très large. L'historiographie récente sur le sujet tend d'ailleurs à le démontrer comme par exemple dans l'ouvrage «Obéir/Désobéir»[7] qui regroupe divers travaux de plusieurs historiens. Tour à tour, la question y est traitée dans des cadres nationaux spécifiques (français, italien ou belge), voire au travers des pratiques particulières: celle de la violence pour «forcer l'obéissance»[8] des subordonnés ou «les stratégies d'évitement»[9] de l'autorité. Parmi d'autres, un chapitre met en perspective la «soumission à l'autorité»[10] avec les travaux du psychologue social Stanley Milgram. Ensuite, de nombreux auteurs évoquent la question de l'autorité à travers un éventail étendu de notions qui élargit le champ d'investigations au-delà de l'unique dimension militaire. Dans ce cadre, Romain Ducoulombier[11] aborde l'autorité par un angle original: celui du «poilu socialiste au front», tandis qu'Emmanuelle Cronier[12] met en perspective le «rôle des permissionnaires parisiens dans les mutineries de 1917». Les angles d'attaque sont donc bien multiples. Et, comme le souligne l'historien de la Grande Guerre Antoine Prost, il ne s'agit pas d'étudier «tout ce qui renvoie aux institutions (...) à l'État-nation (...) ou aux groupes sociaux». Au contraire, cette historiographie diversifie les champs de recherche et donne une large part à la sensibilité des hommes dans la guerre, à la «dimension affective»[13]. Cette approche culturelle accorde donc une pleine place aux cas singuliers. Les sources de cette historiographie apparaissent donc toutes aussi riches et variées. Courriers de soldats, règlements militaires, témoignages écrits de tout genre, français ou étrangers, productions littéraires et artistiques, décisions de justice militaire, rapports de médecine militaire figurent parmi les archives sur lesquelles s'appuient ces recherches. Comme l'écrit l'historien du collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 14-18 (CRID 14-18) Frédéric Rousseau, il s'agit le plus souvent d'étudier «le moral et la psychologie»[14] des combattants à partir de témoignages de soldats européens. Ce recours aux témoignages est d'ailleurs caractéristique d'une partie de cette historiographie, mais il est également un point de divergence important entre historiens. En effet, si le témoignage des contemporains de la guerre recouvre une authenticité digne d'intérêt pour l'historien, ce témoignage demeure l'appréciation subjective de la guerre par une personne. De surcroît, sa sélection relève d'un choix – celui de l'historien – qui, dès lors, devient suspect d'avoir privilégié une source plutôt qu'une autre.

Toujours est-il que cette historiographie tend à substituer une histoire «d'en bas» à celle dite «d'en haut» (davantage politico-diplomatique ou économique) à travers l'analyse du vécu des combattants. C'est par cette méthode que certains historiens[15] ont formulé l'idée qu'une «culture de guerre» serait à l'origine du processus de mobilisation des hommes et d'acceptation de la guerre par la société française. Pour ces historiens, «le processus de totalisation de la guerre est profondément lié à un franchissement de seuils, de degrés dans la violence, (...) qui trouve sa source dans le système de représentations des sociétés engagées dans l'immense épreuve»[16]. La culture de

guerre se définit dès lors comme «un corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde»[17]. Surtout, comme l'analyse le journaliste Jean Yves Le Naour, cette culture de guerre met en avant une «dimension eschatologique du conflit, lequel «aurait été vécu comme une croisade de la civilisation contre la barbarie, du droit contre la force et, plus simplement, du bien contre le mal»[18]. Cette culture de guerre serait en outre moins le produit d'institutions comme la presse ou le gouvernement, mais davantage une sorte de «grande poussée venue d'en bas» qui donnerait l'explication du «consentement» des hommes à la guerre. Enfin, suivant la critique d'Antoine Prost, cette culture de guerre «aurait unifié l'ensemble de la nation, front et arrière solidaires, pendant toute la durée du conflit, et ainsi assuré la victoire, ce qui lui donne une place centrale et éminente dans l'interprétation de la guerre»[19].

La thèse de la «culture de guerre» fondement d'un consentement patriotique se voit ainsi formulée non sans susciter de nombreuses controverses. En effet, le caractère englobant du terme de culture, l'homogénéité qu'il suggère chez les contemporains de la Grande Guerre constituent tout à la fois la force du concept de «culture de guerre» mais aussi ses limites. Car le mot culture renvoie à une période de temps long. La question de la construction de cette «culture de guerre» dans la France du XIX^{ème} et du début XX^{ème} en France pose donc question. Celle de son devenir après la guerre n'est pas non plus tranchée.

Reprenant en partie ces dernières objections, d'autres historiens ont démontré, en contrepoint de la culture de guerre, que les soldats, plongés dans un univers de violence brutalisant, opprimés de toutes parts par la hiérarchie militaire, ont finalement continué à se battre malgré eux. Pour Frédéric Rousseau, l'obéissance du soldat reposerait alors sur un ensemble d'oppressions de tous ordres. Défendue également par Nicolas Offenstadt, cette thèse entend montrer «le réseau de contraintes entre lesquelles les combattants étaient tenus»[20]. L'obéissance trouve alors sa source dans un «dressage du soldat»[21] qui l'apparente alors à une «soumission aveugle, (...) à une obéissance mécanique». Pour André Bach analysant cette manière d'expliquer la guerre, «l'obéissance observée [devient] le fruit de la mise en œuvre d'un appareil d'État si efficacement répressif qu'il a obtenu, sinon l'obéissance des cœurs, du moins celle des corps»[22]. Dans cette nouvelle perspective, le consentement patriotique, corolaire de la culture de guerre, devient pour Frédéric Rousseau un «très improbable sentiment national»[23] qui «doit beaucoup, sinon tout, aux revolvers brandis par les sergents serre-files ». Ce serait davantage un «formidable totalitarisme militaire»[24], une violence imposée, affirme-t-il, qui aurait fait tenir les soldats plutôt qu'un véritable «consentement» patriotique.

La force des controverses autour de ces questions a aussi eu tendance à ériger ces deux thèses – celle de la «culture de guerre» et du consentement d'une part, celle dite de la «contrainte» d'autre part – en véritables paradigmes explicatifs de la Grande Guerre. D'autres travaux, dont certains assez récents, ont toutefois tenté de sortir la question d'autorité et d'obéissance de cette dichotomie. Certains historiens ont ainsi participé à nuancer les thèses formulées. Le titre de l'ouvrage de François Cochet est explicite de cette volonté: «Les poilus entre contrainte et consentement». D'autres ouvrages encore, comme celui d'Emmanuel Sant Fuscien «À vos ordres: la relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre» ont apporté un regard neuf et centré sur le monde

militaire. D'autres enfin, en prenant le thème «obéir-désobéir», tentent de dépasser les précédentes thèses en évoquant notamment l'idée du «conformisme social» comme moteur de l'acceptation de la guerre et de l'obéissance des soldats.

Au final, donc, les questions d'autorité et d'obéissance suggèrent bien des approches transverses des différents «mondes» de la guerre: civils, militaires, combattants, non-combattants, sociétés, armées, français ou étrangers. Étudier l'autorité et l'obéissance ne se limite alors pas à apprécier les seules pratiques militaires qui en étaient faites à l'époque. L'intérêt revient aussi à s'interroger, dans une perspective culturelle, sur les conceptions mentales qui sous-tendaient ces pratiques dans la société. Le lien entre pratique sociale et représentation culturelle est donc au cœur de la question.

Cette immersion dans l'historiographie française du premier conflit mondial, près d'un siècle après son commencement, rappelle toute la complexité de l'histoire de la Grande Guerre, et de l'histoire tout court finalement. Pourtant, au regard des projets de commémorations du centenaire du premier conflit mondial – pour lequel il était envisagé d'y adjoindre la commémoration du soixante-dixième anniversaire du débarquement allié de 1944 –, cette recherche de la «vérité» historique semble bien peu de choses. Sans doute, histoire et mémoire ne vont-elles pas de pair. Pour la première, c'est assurément une nécessité que de s'affranchir des émotions que le souvenir peut susciter pour comprendre le passé. Pour la deuxième, toutefois, comment imaginer faire hommage à ce que l'on méconnaît ou connaît imparfaitement de fait ou de plein gré? À moins que la mémoire ne serve davantage les intérêts du présent, mais c'est là sans doute une autre histoire.

[1] Prost, Antoine et Winter, Jay. «Penser la Grande Guerre». 2004. Seuil.

[2] Ory, Pascal. «L'histoire culturelle». Paris: Presses Universitaires Françaises, 2004. (Que sais-je?: 3713), p 13.

[3] Audoin-Rouzeau, Stéphane et Becker, Annette. «14-18, retrouver la guerre». Paris, Gallimard, Folio, 2000. p24.

[4] Le Naour, Jean-Yves. Le champ de bataille des historiens. La vie des Idées [en ligne]. 10 novembre 2008.

[5] Rousseau, Frédéric. «La guerre censurée, une histoire des combattants européens de 14-18». Paris: Seuil, 1999 éd 2003, p8.

[6] Cochet, François. «Survivre au front 1914-1918, les poilus entre contrainte et consentement». Paris: 14 18 Éditions, 2005, p 7.

[7] Loez, André et Mariot, Nicolas. «Obéir/Désobéir les mutineries de 1917 en perspective». Paris: La découverte, 2008.

[8] Saint-Fuscien Emmanuel. «Forcer l'obéissance: intentions, formes et effets d'une pratique militaire dans l'activité combattante de la Grande Guerre», in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p 32-46.

[9] Lafon Alexandre, «Obéir, contourner, refuser: les stratégies dévoilées par le témoignage du combattant Henri Despeyrières», in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p 160.

[10] Richardot Sophie. L'apport de la psychologie sociale à la question de l'obéissance: les travaux de Stanley Milgram sur la soumission à l'autorité, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p 47.

[11] Ducoulombier Romain. La «Sociale sous l'uniforme: obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du

syndicalisme français, 1914-1916» in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p 266.

[12] Cronier Emmanuelle. «Le rôle des permissionnaires parisiens dans la révolte de 1917: un front contaminé par Paris?» in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p 125.

[13] Bach, André. D'un différend, de ses origines et de sa nature. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2008/3 n°91, p6.

[14] Rousseau, Frédéric. Op. cit., p 28.

[15] Tout particulièrement Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker dans leur livre: «14-18, retrouver la guerre».

[16] Audoin-Rouzeau, Stéphane et Becker, Annette. Violence et consentement, la culture de guerre du premier conflit mondial, In Sirinelli Jean François, Pour une histoire culturelle. Paris: Seuil, 1997.

[17] Ibid., p 8.

[18] Le Naour Jean-Yves, op. cit.

[19] Bach André, op. cit., p 8.

[20] Ibid, p10.

[21] Rousseau, Frédéric. Op. cit., p 340.

[22] Bach André, op. cit., p 9.

[23] Rousseau, Frédéric. Op. cit., p 126.

[24] Ibid, p339.

Officier des troupes de marine, lauréat du concours du diplôme technique en 2012, le Chef de bataillon PHILIP de LABORIE est actuellement en première année d'une scolarité de deux ans en master d'histoire à l'université de Rennes. En deuxième année, il devrait poursuivre ses études à l'École du Louvre.

Titre : le Chef de bataillon Bertrand PHILIP de LABORIE

Auteur(s) : le Chef de bataillon Bertrand PHILIP de LABORIE
